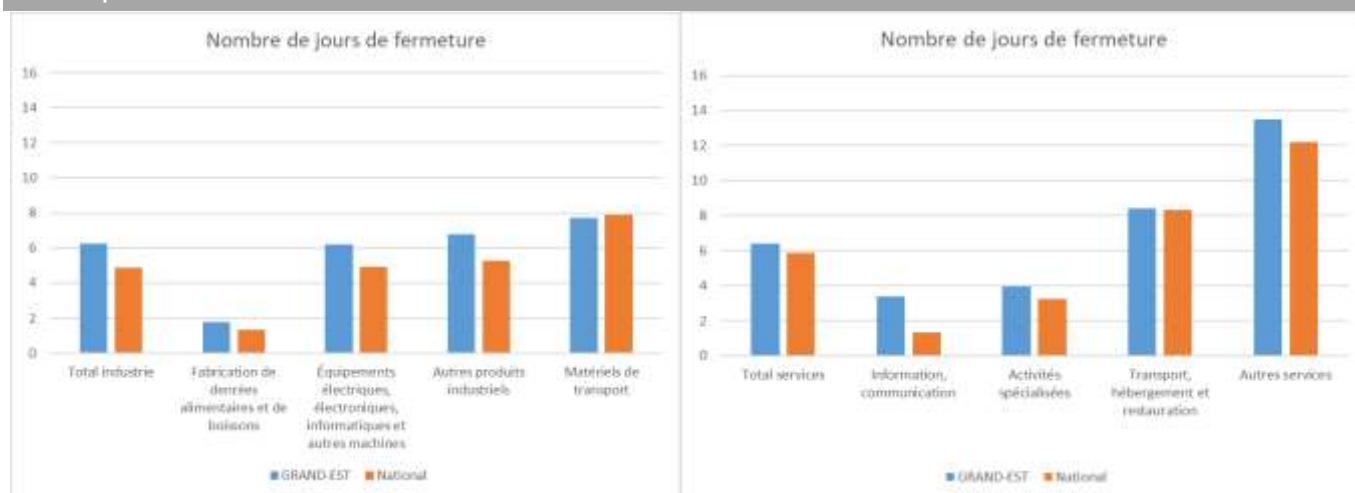


Dans un contexte de pandémie mondiale, l'économie régionale connaît un brusque et violent coup d'arrêt, dans tous les secteurs.

Pour l'industrie, ce dernier s'accompagne par une forte diminution des effectifs portant exclusivement sur les personnels intérimaires. En l'absence de visibilité sur la fin du confinement, les perspectives pour le mois d'avril restent orientées à la baisse – à un niveau toutefois moins marqué qu'en mars.

Chute de la demande et de l'activité, pour les services marchands. Courant d'affaires au plus bas pour les semaines à venir.



Face à l'épidémie du coronavirus et aux mesures de confinement (qui ont été effectives à partir du 17 mars à 12h), les entreprises ont fermé leurs sites plusieurs jours en mars et enregistré une forte chute de leur activité.

Dans l'industrie, le nombre de jours de fermeture exceptionnelle est de 6 jours en moyenne (contre 5 jours au niveau national) mais varie de 2 jours dans la fabrication de denrées alimentaires à 8 jours dans les matériels de transport.

Dans les services, le nombre de jours de fermeture exceptionnelle est de 7 jours en moyenne (contre 6 jours au niveau national), avec des écarts importants : de 3 jours dans l'information-communication à 14 jours dans les secteurs transport-hébergement-restauration.

## Enquêtes trimestrielles (1<sup>er</sup> trimestre 2020)

### Bâtiment et Travaux Publics

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, l'activité a fortement chuté aussi bien dans le gros œuvre que dans le second œuvre avec la mise à l'arrêt de la quasi-totalité des chantiers à la mi-mars. Le secteur des travaux publics s'inscrit pour sa part en légère hausse, grâce aux 2 premiers mois exceptionnels qui ont pu compenser les fermetures de mars. Les appels d'offres sont bloqués et les carnets de commande s'amenuisent dans l'ensemble des secteurs du BTP. Les prix des devis ont été légèrement revus à la baisse dans le bâtiment ; la baisse, est plus marquée encore dans le secteur des travaux publics où cette tendance devrait se poursuivre plus intensément dans les mois à venir. A ce stade de la crise sanitaire et en l'absence de visibilité sur les modalités de reprise de l'activité, les acteurs du secteur du BTP prévoient un second trimestre marqué par une nouvelle diminution significative de leurs activités.

Selon les estimations de la Banque de France réalisées à partir de 13 enquêtes régionales conduites auprès des entreprises, la perte d'activité sur une semaine-type de confinement est évaluée à -32% dans l'ensemble de l'économie. Au niveau national, les pertes d'activité les plus fortes concernent la construction (avec une baisse à hauteur des trois quarts de l'activité normale) et les secteurs du commerce, transports, hébergement et restauration (à hauteur des deux tiers de l'activité normale). L'industrie manufacturière est aussi très affectée (avec une perte d'activité de près de moitié), de même que les autres services marchands (avec une perte d'environ un tiers). Chaque quinzaine de confinement entraîne ainsi une perte de PIB annuel estimée autour de -1,5%.

**Dans ce contexte, la Banque de France et ses équipes, dont la continuité de fonctionnement est pleinement assurée, sont totalement mobilisées sur le soutien aux entreprises avec une attention particulière à leur cotation.**



**18,6 %**

Poids des effectifs de l'industrie  
par rapport à l'emploi total  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

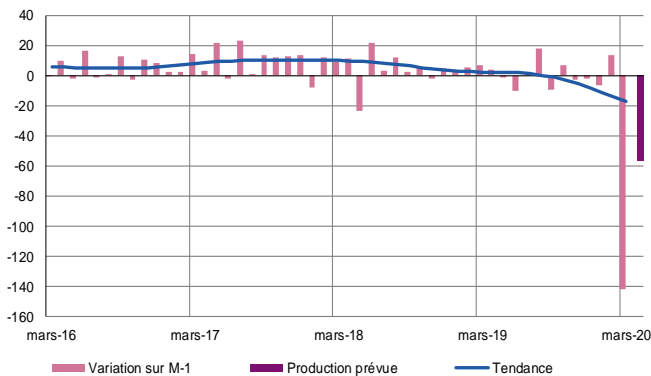
## Industrie

Coup d'arrêt significatif de la production et des effectifs en mars.

Poursuite de la réduction de l'activité avec un tassement du personnel à court terme.

### Production passée et prévisions

(en solde d'opinions CVS)



Sans surprise, une chute de la production industrielle est observée en mars. Cette tendance s'applique pour l'ensemble des secteurs bien que l'agroalimentaire présente une baisse moins spectaculaire que les autres branches. Dans ce contexte, la plupart des industriels ont arrêté les contrats intérimaires et ont recouru majoritairement au chômage partiel et aux congés payés des salariés.

Les entrées d'ordres ont diminué fortement tant en provenance des marchés étrangers que du territoire national.

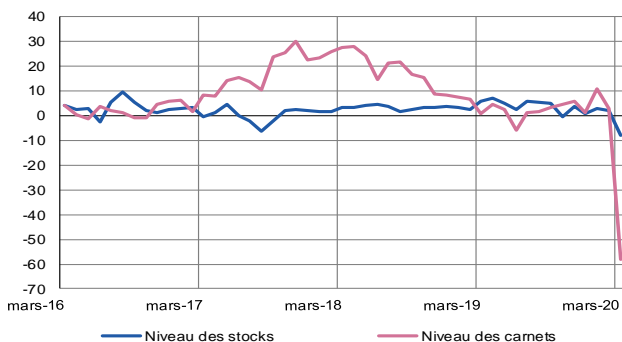
Au global les prix de vente ont été stables, seuls ceux du secteur de l'agroalimentaire ont connu une légère hausse. Les cours des matières premières ont poursuivi leur tendance baissière amorcée depuis 7 mois.

Les trésoreries, dans l'ensemble, n'apparaissent pas encore vraiment affectées, en raison de différentes mesures de gestion interne (suppression de formation, décalage des investissements) ou la mise en place de reports d'échéances, prêts.

Les prévisions restent pessimistes et globalement, une nouvelle baisse significative de production est attendue par les chefs d'entreprise à un niveau toutefois moins prononcé qu'en mars, avec d'éventuels licenciements économiques si la situation perdure.

### Situation des carnets et des stocks de produits finis

(en solde d'opinions CVS)

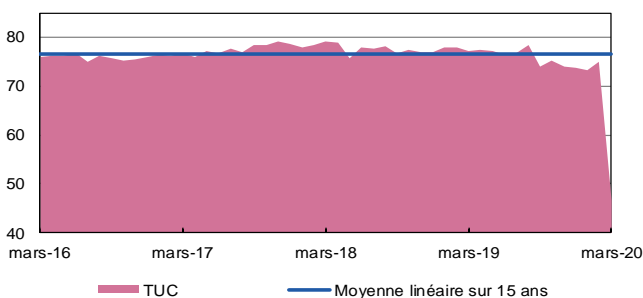


Les carnets de commandes sont jugés très en deçà de la normale.

Le niveau actuel des stocks est globalement bas selon les industriels.

### Utilisation des capacités de production

(en solde d'opinions CVS)



Conséquence des fermetures complètes ou partielles de sites, le taux d'utilisation des capacités de production s'effondre en mars et s'établit en moyenne autour de 46%, soit un recul de plus d'un tiers par rapport à son niveau de début d'année.



**12,2 %**

Poids des effectifs du sous-secteur dans l'industrie  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

## Fabrication de denrées alimentaires et de boissons

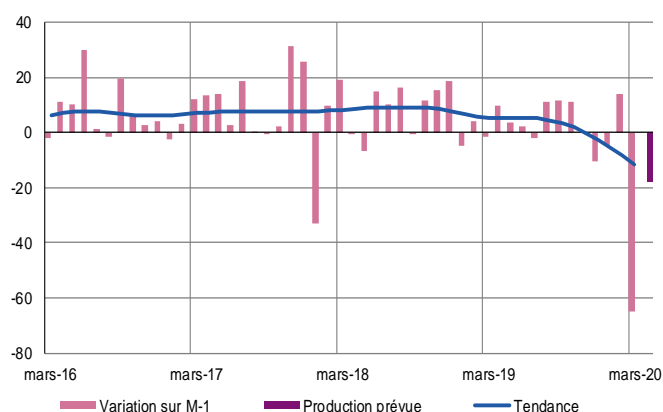
Production en baisse significative avec un très léger recul des effectifs.

Carnets de commandes bas.

Recul de l'activité dans les semaines à venir.

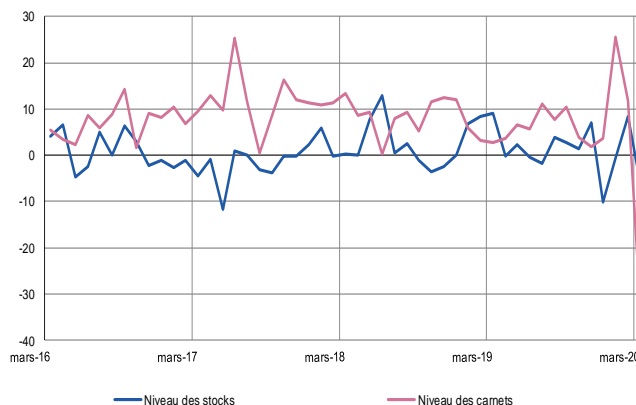
### Production passée et prévisions

(en solde d'opinions CVS)



### Situation des carnets et des stocks de produits finis

(en solde d'opinions CVS)



La production agroalimentaire est le secteur industriel le moins impacté par la crise actuelle. Les industriels soulignent toutefois un recentrage vers les articles de base et préemballés. Les préparatifs de Pâques ont généré peu d'activité, se démarquant des années précédentes.

La fermeture des cantines a affecté des entreprises, alors que la consommation en grandes et moyennes surfaces a été très soutenue. La production de viande est forte toutefois limitée par les effectifs présents.

À l'opposé, la filière des boissons recule très fortement, sous l'effet combiné de la fermeture des cafés restaurants et du ralentissement particulièrement marqué des exportations.

La vente « d'autres produits agroalimentaires » recouvre des évolutions très variables. Ainsi la boulangerie industrielle souffre de la fermeture des points de snacking alors que l'alimentation pour animaux s'est maintenue.

Les effectifs sont stables, avec parfois quelques embauches d'intérimaires pour compenser les absences. Le recours au chômage partiel est sporadique en mars.

Une nouvelle baisse d'activité est attendue en avril, les mesures mises en place lors de la 2<sup>e</sup> quinzaine de mars se prolongeant sur une durée plus longue. La production de viandes se démarque par une prévision de maintien des volumes à court terme.

Globalement en effet, les carnets sont insuffisants, avec toutefois de fortes disparités selon les secteurs. Le segment de la viande reste proche des attentes. Dans d'autres domaines, des stocks de précaution ont pu être réalisés par certains clients, affectant les ventes en devenir.

Dans l'ensemble, les stocks de produits finis sont estimés au-dessous de la normale, à l'image de la filière boissons.

Les prix des matières premières sont globalement stables sauf pour les industries de la viande où ils se contractent. Les tarifs de vente enregistrent des hausses sensibles, à l'exclusion du domaine des boissons.

Les trésoreries commencent à se tendre, l'attitude des clients et fournisseurs sera déterminante. Dès à présent, des grandes surfaces paient comptant pour aider les industriels, ce qui n'évitera souvent pas la souscription d'un financement complémentaire, ou de report d'échéances.

Certains de nos interlocuteurs vont recourir au chômage partiel en avril.



**17,3 %**

Poids des effectifs du sous-secteur dans l'industrie  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

## Équipements électriques électroniques, informatiques et autres machines

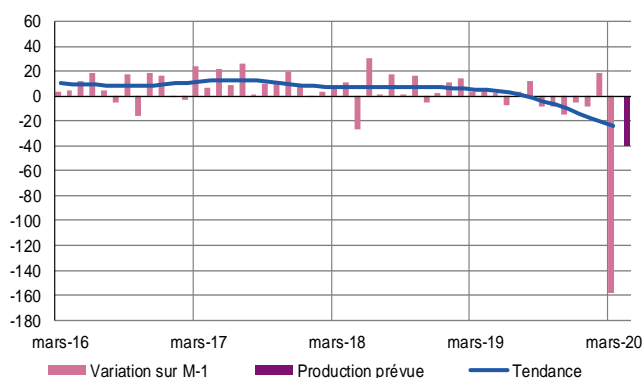
Chute de la production et des commandes, accompagnée d'un repli des effectifs.

Carnets de commandes très insuffisants.

Nouvelle baisse d'activité envisagée dans les semaines à venir.

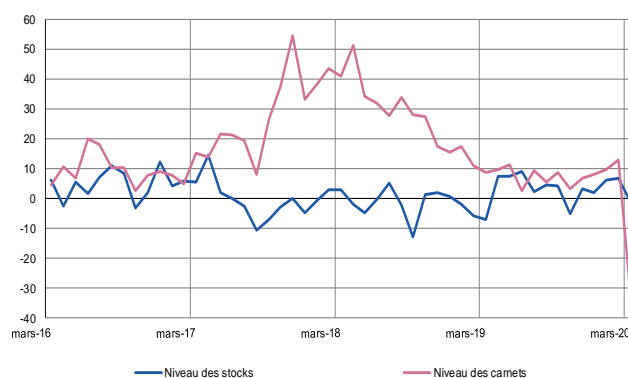
### Production passée et prévisions

(en solde d'opinions CVS)



### Situation des carnets et des stocks de produits finis

(en solde d'opinions CVS)



### Fabrication d'équipements électriques

La production, ainsi que les prises de commandes, se sont effondrées en mars.

Ni les fabricants de matériel de distribution et de commande électrique, ni ceux des transformateurs électriques ou des produits électroménagers se sont démarqués en mars. Il est à noter cependant que nombre de sites ont d'abord fermé totalement au début du confinement, pour mettre en place des mesures de protection et une organisation du travail en mode dégradé, leur permettant ensuite de rouvrir partiellement fin mars / début avril.

Dans ce contexte, les carnets de commandes sont jugés très réduits, alors que les stocks de produits finis demeurent corrects.

Les effectifs se sont également fortement repliés, les professionnels du secteur mettant fin aux contrats d'intérim en cours pour ne conserver que le personnel permanent.

L'activité devrait enregistrer un nouveau recul en avril, certes moins fort mais tout de même important. La main d'oeuvre pourrait diminuer mais très légèrement, les ajustements nécessaires ayant déjà été effectués.

### Fabrication de machines et équipements

La production a chuté en mars, entraînée par une baisse marquée des commandes, tant françaises qu'étrangères. La majorité des fabricants ont réduit leur cadences afin d'éviter une fermeture totale. Certains segments s'en sont cependant mieux sortis que d'autres, notamment la fabrication de machines pour l'industrie du papier-carton et pour l'industrie agroalimentaire, secteurs encore sollicités en ces temps de crise sanitaire..

Suivant cette tendance, les carnets de commandes se sont contractés et sont désormais jugés largement insuffisants. Les stocks sont en dessous du niveau normal.

Les prix de vente ont été stables tandis que les cours des matières premières ont connu une très légère baisse.

Un fort repli des effectifs a été observé, dû principalement à l'arrêt du recours au travail intérimaire.

Les prévisions s'orientent vers une nouvelle diminution de l'activité, toutefois moins marquée que sur le mois de mars. Des difficultés d'approvisionnement apparaissent, et devraient s'accroître dans les semaines à venir. Un maintien du personnel permanent est prévu, car le recours au chômage partiel se poursuivrait en avril.



**11,8 %**

Poids des effectifs du sous-secteur dans l'industrie  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

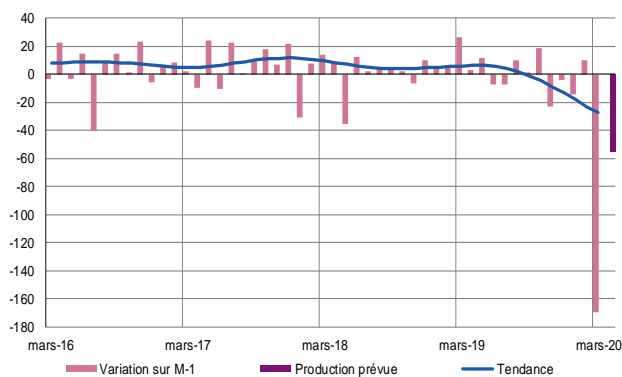
## Matériels de transport

Chute de la production avec une nette baisse des effectifs notamment intérimaires.

Poursuite de la baisse d'activité et de la main d'œuvre pour le mois d'avril.

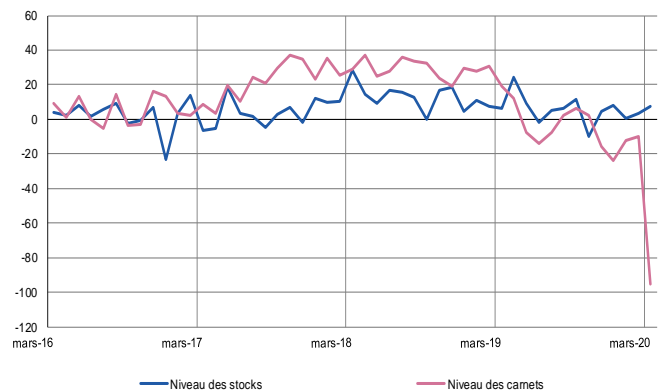
### Production passée et prévisions

(en solde d'opinions CVS)



### Situation des carnets et des stocks de produits finis

(en solde d'opinions CVS)



### Industrie automobile

L'arrêt brutal, mi-mars, des sites de production des constructeurs a entraîné une chute de l'activité pour l'ensemble de la filière.

Les entreprises ont stoppé les contrats des salariés intérimaires et certaines d'entre elles ont incité leurs personnels à prendre des congés. Le recours au chômage partiel est également utilisé dirigeants.

Jusque fin février, les professionnels du secteur étaient prudents sur les perspectives de l'année. En effet, une baisse des ventes de véhicules était pressentie et des inquiétudes d'approvisionnement liées au COVID-19 étaient déjà palpables. La situation actuelle renforce cet attentisme et désormais les prévisions, qui dépendent fortement de la durée du confinement, tablent sur une activité très faible. Des ouvertures progressives des usines sont toutefois envisagées fin avril.

L'incapacité de livrer la totalité de la production de la première quinzaine de mars gonfle les stocks de produits finis, qui sont jugés actuellement au-dessus de la normale.

Les prix de vente et le coût d'achat des matières demeurent stables.

Les carnets de commandes, qui étaient déjà qualifiés d'insuffisants par les acteurs du secteur, sont désormais jugés très en deçà de la normale.



**58,7 %**

Poids des effectifs du sous-secteur dans l'industrie  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

## Autres produits industriels

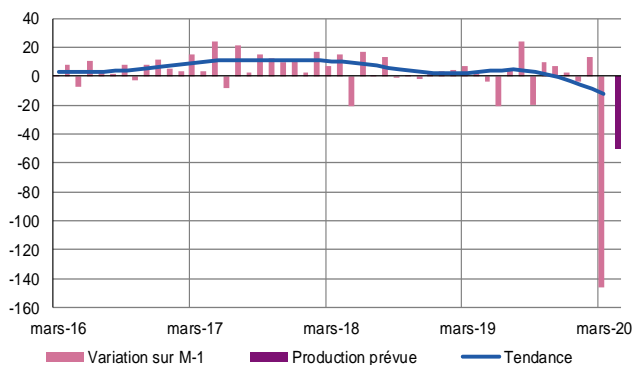
Industrie chimique – Industrie pharmaceutique - Produits en caoutchouc, plastique et autres produits non métalliques – Métallurgie et produits métalliques – Bois, papier et imprimerie - Textiles, habillement, cuir et chaussure – Autres industries manufacturières

Effondrement de la production et des entrées d'ordres.

Prévisions d'activité à court terme en baisse mais relative stabilité des effectifs.

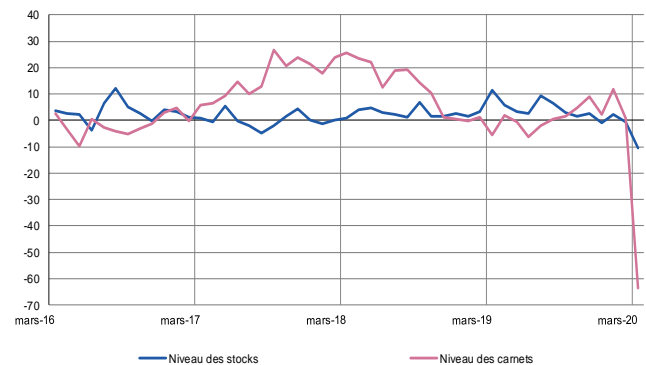
### Production passée et prévisions

(en solde d'opinions CVS)



### Situation des carnets et des stocks de produits finis

(en solde d'opinions CVS)



### Travail du bois, industrie du papier et imprimerie

La crise pandémique impacte durement tous les pans de l'activité en mars. Certaines entreprises sont à l'arrêt depuis quinze jours, d'autres espèrent se doter de protections sanitaires pour pouvoir reprendre le travail en équipe.

Les commandes sont majoritairement reportées, quand elles ne sont pas annulées. Pour l'industrie du papier, seule la demande pharmaceutique, hospitalière et agroalimentaire est pressante.

La baisse des effectifs est limitée par les demandes de chômage partiel et de prises de congés payés.

Les prévisions d'activité demeurent pessimistes, contraintes par les mesures de confinement, les difficultés d'approvisionnement en matières premières et l'atonie de la demande. La trésorerie a été préservée.

### Métallurgie et fabrication de produits métalliques

L'activité enregistre une très forte baisse. Depuis mi-mars, la quasi-totalité des sites de production sont à l'arrêt. Ces décisions sont motivées par la fermeture progressive des clients, la difficulté de constituer une équipe de production (arrêts maladie) et conditions de travail non compatibles avec les précautions à prendre.

Une partie minoritaire des entreprises produit en mode dégradé afin de faire face en particulier à la demande des industries pharmaceutiques et alimentaires ou clients « grands comptes ». Les prises de commandes se sont dégradées, tant sur le marché français qu'étranger.

Les prix des matières et des produits tendent vers une légère baisse, l'évolution du cours de certains matériaux tel que le cuivre emportant la tendance.

Les effectifs se contractent fortement en raison des fins de contrats intérimaires. Les entreprises recourent aux différentes mesures d'urgence mises en place pour préserver leur personnel (chômage partiel, pose des congés...) et leur trésorerie (reports d'échéances, nouveaux financements).

Nos interlocuteurs envisagent un redémarrage progressif de leurs lignes de production pour avril afin d'honorer le carnet de commandes. L'activité devrait connaître une baisse moins forte que le mois précédent. Les effectifs seront ajustés à la marge.



**58,7 %**

Poids des effectifs du sous-secteur  
dans l'industrie

(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

## Autres produits industriels

Industrie chimique – Industrie pharmaceutique - Produits en caoutchouc, plastique et autres produits non métalliques – Métallurgie et produits métalliques – Bois, papier et imprimerie - Textiles, habillement, cuir et chaussure – Autres industries manufacturières

### Produits en caoutchouc, plastique et autres produits non métalliques

Les volumes de production ont subi une forte chute, la majorité des lignes de production de ce secteur industriel ayant été interrompues à la mi-mars.

Les entrées d'ordres s'érodent de façon très éloquente compte tenu des nombreuses fermetures des entreprises clientes. D'ailleurs, les dirigeants font part d'une certaine inquiétude quant aux règlements des factures émises.

Les cours des matières premières ont suivi leur tendance baissière amorcée depuis le début d'année tandis que les prix des produits finis progressent légèrement.

Les volants d'intérimaires sont réduits à leur plus faible expression. Globalement, les effectifs sont maintenus en recourant au chômage partiel.

Les prévisions à court terme sont prudentes. Les dirigeants souhaitent maintenir leur personnel afin d'être prêts quand l'activité redémarrera. Dans ce même ordre d'idées, les professionnels du secteur prévoient de renforcer leurs stocks en privilégiant les contrats d'exclusivité avec leurs fournisseurs.





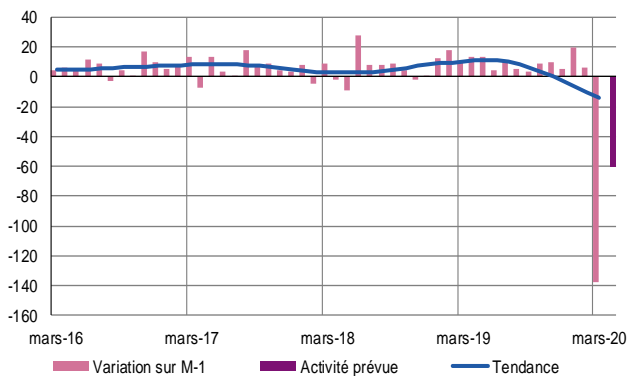
**18,2 %**

Poids des effectifs des services marchands étudiés par rapport à l'emploi total  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

## Services marchands

Chute de la demande et de l'activité avec une baisse limitée des effectifs.  
Trésoreries tendues pour une majorité des secteurs.  
Pour les semaines à venir, poursuite de la diminution du volume des prestations.

### Évolution globale – Ensemble des secteurs Activité passée et prévisions - (en solde d'opinions CVS)

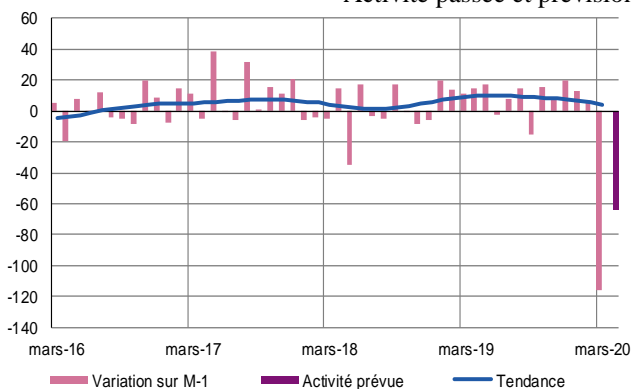


L'activité s'est fortement contractée en mars pour l'ensemble des secteurs. Les branches de l'hébergement-restauration et de l'intérim ont été les plus durement touchées. Malgré ce contexte difficile, l'emploi a été globalement préservé, les entrepreneurs ayant majoritairement opté pour du chômage partiel.

Les trésoreries apparaissent désormais tendues, notamment pour les deux branches citées précédemment.

Les dirigeants prévoient une activité une nouvelle fois en diminution en avril, compte tenu d'une demande qui devrait être atone.

### Évolution globale – Transports et entreposage Activité passée et prévisions - (en solde d'opinions CVS)



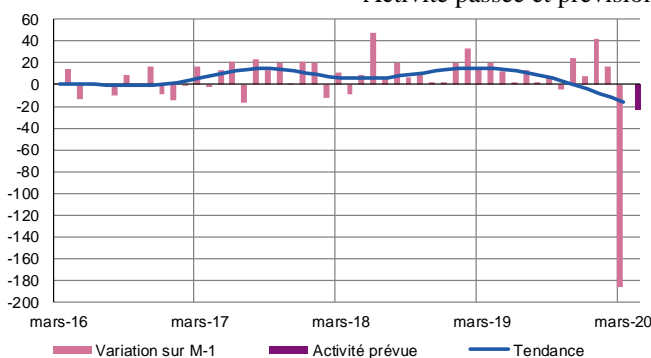
Compte tenu de la crise sanitaire, l'activité et la demande se sont réduits très fortement en mars. Le courant d'affaires qui subsiste provient surtout du secteur de l'agroalimentaire afin de livrer les grandes surfaces, mais les camions ne sont pas totalement remplis (retards de production ou stocks tendus).

Les effectifs enregistrent une baisse limitée, qui concerne surtout les contrats intérimaires. Les employeurs ont demandé aux salariés permanents de poser leurs congés.

Les trésoreries restent excédentaires, même si elles le sont moins que les mois précédents. Par ailleurs, les prix des prestations ont connu une diminution marquée.

A court terme, les chefs d'entreprise prévoient une activité de nouveau orientée à la baisse qui s'accompagnerait d'une réduction modérée du personnel.

### Évolution globale – Hébergement et restauration Activité passée et prévisions - (en solde d'opinions CVS)



L'activité chute en mars, la totalité des restaurants et la plupart des hôtels étant fermés depuis le 14/03/2020. A la marge, un petit flux demeure dans la restauration collective qui alimente les EHPAD. De rares hôtels mettent à disposition des chambres pour le personnel hospitalier.

Les effectifs ont été maintenus car les professionnels du secteur ont opté pour du chômage partiel.

Les trésoreries sont très en deçà de la normale et sont jugées tendues. Les gérants ont sollicité des prêts de trésorerie, et ils ont demandé des reports pour les échéances des emprunts et les factures d'énergie. Pour avril, les perspectives sont pessimistes compte tenu des annulations et des reports des réservations déjà enregistrées. Les effectifs devraient baisser très légèrement au cours des semaines à venir.





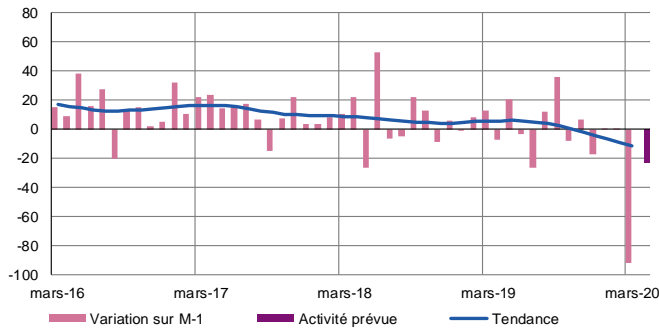
**18,2 %**

Poids des effectifs des services marchands étudiés par rapport à l'emploi total  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

## Services marchands

### Évolution globale – Information et communication

Activité passée et prévisions - (en solde d'opinions CVS)



Le secteur de l'information et communication apparaît comme l'un des secteurs les moins touchés par la crise sanitaire. Il enregistre tout de même une forte baisse d'activité.

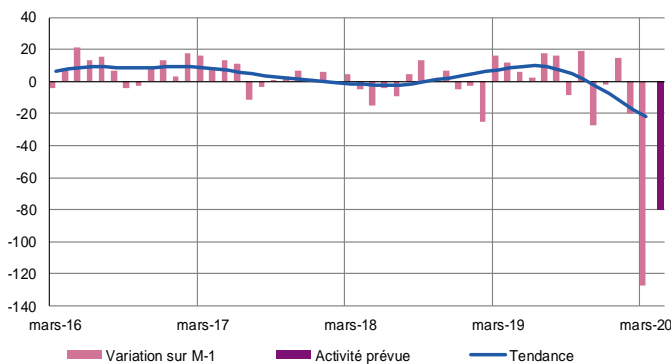
Malgré cette diminution, les effectifs ont légèrement progressé. En effet, depuis le début d'année, une politique de recrutement avait été entamée et des contrats de travail ont encore été signés fin février ou début mars. Par ailleurs, de nombreux salariés permanents sont en télétravail.

Les trésoreries sont jugées confortables et la majorité des professionnels du secteur n'envisagent pas de recourir à des emprunts bancaires dans l'immédiat.

Une forte baisse de la demande est attendue par les chefs d'entreprise, laissant présager une nouvelle fois en retrait. Toutefois, les effectifs devraient rester stables.

### Évolution globale – Ingénierie, études techniques

Activité passée et prévisions - (en solde d'opinions CVS)



La crise pandémique a paralysé l'activité et la demande en mars, adossée à des difficultés d'approvisionnements et de livraisons.

Les chantiers sont à l'arrêt. Les marchés publics souffrent d'un flottement suite aux élections municipales pour valider les projets.

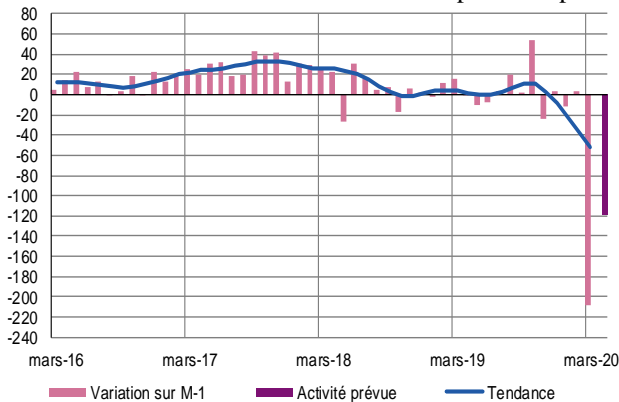
La trésorerie est encore jugée convenable, renflouée temporairement par les encaissements de prestations antérieures. De nombreux professionnels du métier sont toutefois en train de négocier des prêts garantis par l'Etat.

Les effectifs se maintiennent tant bien que mal, grâce au développement du télétravail pour les administratifs et aux demandes de chômage partiel.

Avril ne signera pas la sortie de crise.

### Évolution globale – Activités liées à l'emploi

Activité passée et prévisions - (en solde d'opinions CVS)

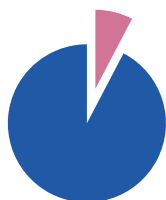


L'activité est durement impactée par la crise sanitaire. Le courant d'affaires est inexistant avec le BTP et le tertiaire. Les secteurs pharmaceutiques, agroalimentaires et les EHPAD sont demandeurs de personnel intérimaire mais se heurtent à la difficulté de trouver des volontaires, qui craignent la contamination.

En raison du recours au télétravail et au chômage partiel, les effectifs des personnels des agences se maintiennent.

Pour l'instant, l'impact sur le niveau des trésoreries est amorti par le recours aux mesures gouvernementales, telles que les reports de paiement des cotisations sociales ou le financement du chômage partiel.

La prolongation du confinement en avril profiterait en priorité aux salariés des entreprises, doublé d'un recours aux heures supplémentaires, ce qui serait préjudiciable au besoin en personnel intérimaire.



**7,7 %**

Poids des effectifs du BTP étudiés par rapport à l'emploi total  
(source : ACOSS-URSSAF au 31/12/2018)

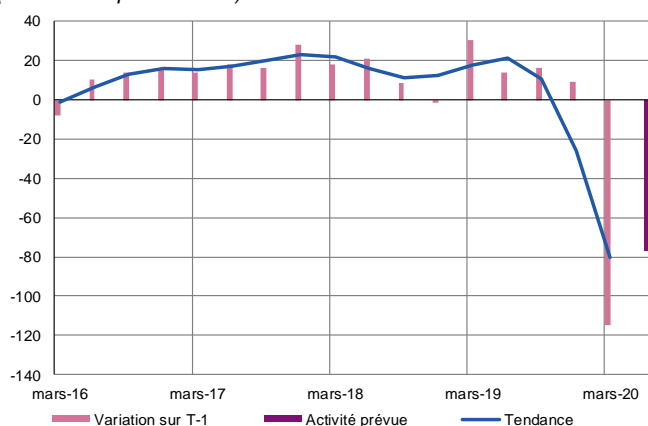
## Bâtiment et Travaux Publics (1<sup>er</sup> trimestre 2020)

Forte dégradation de l'activité qui succède à un début d'année encourageant pour le bâtiment et les travaux publics.

Carnet de commandes globalement en deçà des attentes pour l'ensemble de la construction. Prévisions peu favorables et teintées d'une forte incertitude.

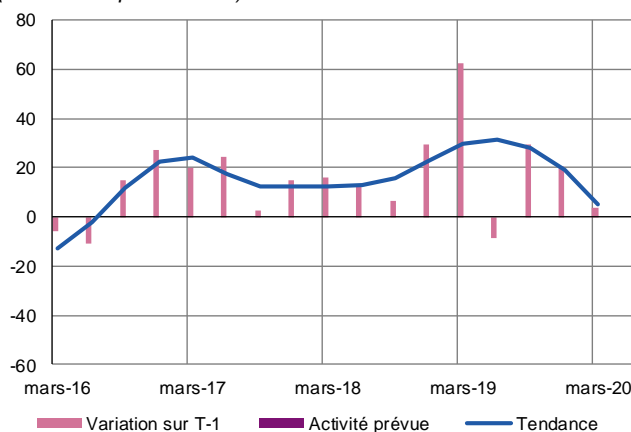
### Bâtiment

Activité passée et prévisions  
(en solde d'opinions CVS)



### Travaux Publics

Activité passée et prévisions  
(en solde d'opinions CVS)



### Bâtiment

#### Gros œuvre

L'activité dans le gros œuvre s'est fortement dégradée sur le trimestre, pénalisée par la fermeture des entreprises depuis le début du confinement. Quelques rares activités ont pu continuer, telles que le suivi comptable, mais les chantiers sont ajournés.

Les effectifs permanents se sont globalement maintenus du fait de la mise en place du chômage partiel et des aménagements sont déjà envisagés pour optimiser au maximum la reprise de l'activité quand cela sera possible. Le volant d'intérimaires a été réduit à son strict minimum.

Bien que les appels d'offres soient bloqués, le niveau des carnets de commandes demeure à un niveau assez satisfaisant grâce notamment aux devis conclus en début d'année.

Une très légère diminution des prix des devis à venir est envisagée.

Les prévisions des chefs d'entreprise sont baissières, tout dépendra de la date et des modalités de la levée du confinement.

#### Second œuvre

Malgré deux premiers mois convenables, l'activité dans le second œuvre a chuté sur le premier trimestre, du fait d'un arrêt quasi-total de la plupart des entreprises du secteur depuis le début du confinement. En effet, les mesures sanitaires préconisées s'avèrent difficiles à mettre en œuvre sur les chantiers. De plus, les commandes envisagées par les marchés publics sont bloquées tant que les nouveaux conseils municipaux ne seront pas désignés.

Dans l'ensemble, seuls les secteurs de la réparation et des bureaux d'études poursuivent leur activité. La majorité des sociétés ont mis en place des mesures de chômage partiel, d'où une diminution mesurée du personnel sous contrat. Les carnets de commandes sont jugés largement insuffisants.

Les prix demeurent stables dans l'ensemble.

### Travaux publics

Le secteur des travaux publics s'est inscrit en légère hausse sur le trimestre. Un hiver clément et une bonne activité durant les deux premiers mois de l'année ont permis de compenser les fermetures des entreprises à la mi-mars. Le courant d'affaires est à l'arrêt depuis cette date. Le matériel de chantier est partagé entre les salariés, augmentant les difficultés sanitaires.

Les prix des devis ont été revus à la baisse, conséquence d'une orientation vers une politique de volume. Cette stratégie devrait s'accroître dans les mois à venir.

Les carnets de commandes demeurent assez confortables bien que des appels d'offres soient bloqués, offrant une visibilité moindre.

Les perspectives à court terme, très inférieures aux attentes, dépendent surtout de la levée du confinement et de la capacité à s'approvisionner en matières premières.

La plupart des chefs d'entreprise n'envisagent pas de reprise de l'activité avant le début du mois de mai. Ainsi, le mois d'avril devrait être marqué par un nouveau repli des volumes d'affaires mais avec un maintien des effectifs. Par ailleurs, des ruptures d'approvisionnement apparaissent et devraient encore s'accroître dans les semaines à venir.

---

## Contactez nous

**Banque de France**  
**Direction des Affaires Régionales**  
3, Place Broglie

67000 STRASBOURG

**Téléphone :**  
03 88 52 28 50

**Télécopie :**  
03 88 52 28 97

**Courriel :**  
[Strasbourg.conjoncture@banque-france.fr](mailto:Strasbourg.conjoncture@banque-france.fr)

\* \* \*

- **Le rédacteur en chef**  
Baptiste ALLEGRAND
- **Le directeur de la publication**  
Jean-Christophe EHRHARDT  
Directeur régional